



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Accord-cadre de prestations de services traiteurs et  
restauration assise pour les sites UGA de  
l'agglomération grenobloise**

---

N° du CCAP : 25FSM007

**Université Grenoble Alpes**  
1180 rue des universités  
CS 40700  
38400 Saint Martin d'Hères

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Exclusions du périmètre des lots .....	4
1.3.1 - Dépassement de la jauge maximum de convives par évènement (tous lots) .....	4
1.3.2 - Périmètre géographique (tous lots) .....	4
1.3.3 - Exclusion au profit du lot réservé (lot 3) .....	4
1.3.4 - Refus des commandes par l'ensemble des titulaires (lots 2 et 4) .....	5
1.3.5 - Prestations exclues .....	5
1.4 - Type d'accord-cadre .....	5
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents et bons de commande .....	6
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée du contrat .....	6
4.2 - Reconduction .....	7
4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents .....	7
5 - Prix .....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
5.2 - Modalités de variation des prix .....	8
6 - Garanties Financières .....	9
7 - Avance .....	9
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
8 - Modalités de règlement des comptes .....	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
8.3 - Délai global de paiement .....	10
8.4 - Paiement des cotraitants .....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
9.1 - Adresse d'exécution .....	10
9.3 - Modifications des prestations à l'initiative du titulaire .....	11
9.4 - Désignation par le titulaire d'un interlocuteur privilégié .....	11
9.5 - Participation aux réunions .....	11
9.6 - Suivi des salariés en insertion du lot 3 - Marché réservé SIAE et ESAT/EA .....	12
10 - Clauses environnementales .....	12
11 - Gestion des déchets .....	12
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
12.1 - Vérifications .....	13
12.2 - Décision après vérification .....	13
13 - Pénalités .....	13
13.1 - Pénalités de retard de livraison ou d'installation .....	13
13.2 - Pénalités pour livraison ou installation anticipée .....	13
13.3 - En cas de mauvaise exécution ou d'exécution partielle des prestations, et en l'absence de cas de force majeure .....	13

13.4 - Pénalités pour non-respect des engagements ou des obligations en matière de transformation écologique .....	14
13.5 Non-respect des tarifs contractuels .....	14
13.6 - Pénalité pour travail dissimulé .....	15
14 - Assurances .....	15
15 - Résiliation du contrat.....	15
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	15
15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	15
15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
16 - Règlement des litiges et langues .....	16
17 - Dérogations .....	16

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'Accord-cadre de prestations de services traiteurs et restauration assise pour les sites UGA de l'agglomération grenobloise.

Cet accord-cadre est un accord-cadre "hybride". La forme de l'accord-cadre est propre à chaque lot.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes jusqu'à 9 convives
02	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes à partir de 10 convives
03	Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids
04	Plateaux, paniers repas et prestations associées
05	Buffets « standard » et « prestige »
06	Cocktails « standard » et « prestige », cocktails sucrés
07	Restauration assise sur le campus de St-Martin d'Hères pour les écoles, conférences et séminaires

## 1.3 - Exclusions du périmètre des lots

### 1.3.1 - Dépassement de la jauge maximum de convives par évènement (tous lots)

Peuvent être exclues, sur décision de l'UGA du périmètre des accords-cadres les manifestations ou événements dont la jauge de convive dépasse les seuils suivants :

Lot	Seuil maximum
1 - Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes jusqu'à 9 convives	9 personnes
2 - Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes à partir de 10 convives	250 personnes
3 - Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids	40 plateaux ou paniers
4 - Plateaux, paniers repas et prestations associées	75 plateaux ou paniers
5 - Buffets « standard » et « prestige »	300 personnes
6 - Cocktails « standard » et « prestige », cocktails sucrés	300 personnes
7 - Restauration assise sur le campus de St-Martin d'Hères pour les écoles, conférences et séminaires	100 personnes

### 1.3.2 - Périmètre géographique (tous lots)

Sont exclues du périmètre des lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 les manifestations ou événements dont le lieu d'exécution se situe en-dehors de la zone suivante : site du campus de Saint-Martin d'Hères et site santé de La Tronche, Grenoble, Echirolles, Gières, Meylan, Montbonnot.

Sont exclues du périmètre du lot 7 les prestations dont le lieu de commande est en-dehors du campus de Saint-Martin-D'Hères.

### 1.3.3 - Exclusion au profit du lot réservé (lot 3)

Sont exclues du périmètre du lot 4 les prestations commandées dans le lot 3, dans les limites fixées dans le présent document.

### 1.3.4 - Refus des commandes par l'ensemble des titulaires (lots 2 et 4)

Sont exclues du périmètre des lots 2 et 4 les prestations dont le bon de commande a été refusé par l'ensemble des titulaires du lot concerné, sauf décision de l'UGA de reconsulter les titulaires, avec ou sans modification du bon de commande, conformément aux règles relatives à l'attribution des bons de commande et au classement des titulaires.

### 1.3.5 - Prestations exclues

#### Denrées alimentaires et fournitures seules

Sont exclues du périmètre du marché l'achat de denrées alimentaires ou de fournitures seules qui ne relèvent pas de prestations traiteurs telles que les achats de viennoiseries, café, boissons ou gobelet, galettes, gâteaux apéritifs, etc.

#### Prestations de restauration assises

A l'exception du lot 7, sont exclues du marché les prestations de restauration assises.

#### Exclusivités

Sont exclues du périmètre du marché les prestations effectuées dans des salles qui ont un accord exclusif avec un traiteur déterminé.

## 1.4 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre passé en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, dont les modalités d'exécution sont définies ci-après. En fonction de la forme retenue, l'accord-cadre donne lieu soit à l'émission de bons de commande, soit à la conclusion de marchés subséquents.

Lot	Désignation	Forme	Nb Titulaires	Montant maximum annuel
01	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes jusqu'à 9 convives	Bons de commande	Mono-attributaire : 1 titulaire	10 000 € HT
02	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes à partir de 10 convives	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	300 000 € HT
03	Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids	Bons de commande	Mono-attributaire : 1 titulaire	15 000 € HT
04	Plateaux, paniers repas et prestations associées	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	180 000 € HT
05	Buffets « standard » et « prestige »	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	580 000 € HT
06	Cocktails « standard » et « prestige », cocktails sucrés	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	300 000 € HT
07	Restauration assise sur le campus de St-Martin d'Hères pour les écoles, conférences et séminaires	Bons de commande	Multi-attributaires : maximum 2 titulaires	40 000 € HT

Pour le(s) lot(s) faisant l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents, la forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent.

## 1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents et bons de commande

Voir l'annexe au présent CCAP.

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique du titulaire portant sur les informations remises par ce dernier dans le cadre de réponse ou tout autre annexe, demandées au titre des critères d'analyse des offres
- Les marchés subséquents et leurs annexes pour le lot 2 (petits déjeuners>ou=à 10 convives), le lot 4 (plateaux et paniers repas), le lot 5 (buffets) et le lot 6 (cocktails) :
  - Pour les lots 2, 4, 5 et 6 : informations remises par le titulaire dans le cadre de réponse ou tout autre annexe demandés au titre des critères d'analyse des offres
  - Lots 2 et 4 : bordereau des prix annuels
  - Lots 5 et 6 : les devis

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 15/12/2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Pour le(s) lot(s) faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

L'exécution des prestations débute à compter du 15/12/2025.

### • Lot 2-[Petits déjeuners ≥ 10 convives] / Lot 4-[Plateaux et paniers repas]

La durée du contrat des marchés subséquents est de 1 an à compter de la notification du marché subséquent.

### • Lots 5-[Buffets] et 6-[Cocktails] :

Chaque marché subséquent détermine son propre délai d'exécution.

### • Lot 1-[Petits déjeuners ≤ 9 convives] / Lot 3-[Marché réservé] / Lot 7-[Restauration assise]

Chaque bon de commande fixe les délais de livraison des prestations.

La date de réalisation des prestations sera indiquée dans le bon de commande. Elle sera complétée par l'heure limite de livraison (lots 1, 3 et 4) ou de démarrage de la manifestation (lots 2, 5 et 6).

Les prestations pour les lots 2, 5 et 6 ne pourront être installées plus d'une heure avant l'heure de démarrage de la manifestation. Dans le cas contraire, le prestataire s'expose aux pénalités décrites dans le présent CCAP.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix comprennent notamment toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation
- tous les frais liés au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, l'installation/débarrassage le cas échéant, le service, la participation aux réunions avec le pouvoir adjudicateur.

Les spécifications précises applicables à chaque lot sont indiquées dans le CCTP et le Bordereau des prix du lot concerné.

- Lot 1-[Petits déjeuners ≤ 9 convives] / Lot 7-[Restauration assise] / Lot 3-[Marché réservé] - Accords-cadres à bons de commande

Les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix sont appliqués aux commandes réellement passées par l'UGA.

Pour le lot 1, les prix unitaires du BPU ne comprennent pas les frais de livraison. Les frais de livraison (incluant également la récupération du matériel) font l'objet d'un prix forfaitaire distinct applicable à chaque commande quel que soit son montant.

- Lot 2-[Petits déjeuners ≥ 10 convives] / Lot 4-[Plateaux et paniers repas] - Accords-cadres à marchés subséquents annuels à bons de commande

**Les prix de l'accord-cadre sont des prix plafonds** : le bordereau des prix plafonds indique les prix unitaires maximum appliquées par le titulaire pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre. Le bordereau des prix annuels du marché subséquent fige les prix unitaires pour l'année à venir. Les prix unitaires peuvent être modifiés par le titulaire lors de chaque remise en concurrence, dans la limite des prix plafonds de l'accord-cadre. Les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix des marchés subséquents annuels sont appliqués aux commandes réellement passées par l'UGA pour l'année d'exécution en cours.

Pour lot 2, les prix unitaires du BPU ne comprennent pas les frais de livraison. Les frais de livraison (incluant également la récupération du matériel) font l'objet d'un prix forfaitaire distinct applicable à chaque commande quel que soit son montant.

- **Lots 5-[Buffets] et 6-[Cocktails] - Accords-cadres à marchés subséquents ordinaires**

**Les prix de l'accord-cadre sont des prix plafonds** : le bordereau des prix plafonds indique les prix unitaires maximum appliquées par le titulaire pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre. Chaque marché subséquent fixe les prix qui seront réellement appliqué à la commande concernée dans les cadres de devis, dans la limite des prix plafonds de l'accord-cadre.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

$$C_n = I(n) / I(o)$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
010766370	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration

Modalités de transmission des révisions de prix : le titulaire devra transmettre les prix révisés au pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant la date de chaque période de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la période. Le prix révisé est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception.

Adresse de transmission : [service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr).

Les prix des marchés subséquents sont fermes et non actualisables.



## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande (lots 1, 2, 3, 4 et 7) ou marché subséquent (lots 5 et 6) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le cas échéant les pénalités sont déduites de la facture de la prestation concernée.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N°SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **9.1 - Adresse d'exécution**

L'exécution des prestations ont lieu à l'adresse exacte indiquée dans le bon de commande.

Les prestations sont livrées et/ou installées à l'adresse, bâtiment, étage et bureau indiqués par l'UGA.

### **9.2 - Conditions de modification et d'annulation à l'initiative du pouvoir adjudicateur**

Les conditions de modification et d'annulation des commandes sont indiquées dans l'offre de chacun des titulaires.

Il est à noter que :

- l'UGA peut procéder, avant la date de la prestation, à une modification de commande, portant sur le nombre de convives, à la hausse comme à la baisse.
- en cas de force majeure, imprévisible, irrésistible et extérieure aux parties, si l'UGA annule les prestations 24h avant la date et l'heure de celles-ci, l'indemnité versée au titulaire sera de 30% du montant de la commande au maximum.

### **9.3 - Modifications des prestations à l'initiative du titulaire**

Dans le cas où le titulaire envisagerait d'apporter des modifications aux prestations pour quelque raison que ce soit, celui-ci s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

En remplacement, le titulaire doit proposer une prestation de qualité égale ou supérieure avec un prix au plus égal au prix contractuel de la prestation initiale (hors variation de prix). Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier pour faute l'accord-cadre conclut avec le titulaire qui ne respecterait ces conditions, après mise en demeure restée infructueuse.

### **9.4 - Désignation par le titulaire d'un interlocuteur privilégié**

Le titulaire devra désigner, dans les 15 jours suivant la notification du marché, un interlocuteur chargé de la mise en place et de l'exécution du marché. Celui-ci devra répondre aux sollicitations du Service Achat de l'UGA pour la mise en place de l'accord-cadre et pour un suivi périodique des prestations, ou ponctuelles en cas de défaillance.

L'identité et les coordonnées de l'interlocuteur privilégié sont communiquées au Service Achats à l'adresse suivante : [service-achats@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-achats@univ-grenoble-alpes.fr)

Si le titulaire souhaite remplacer la personne identifiée comme interlocuteur privilégié, il en avertit l'UGA dans les meilleurs délais à cette même adresse.

### **9.5 - Participation aux réunions**

#### **▪ Réunion de cadrage**

Une réunion de cadrage se déroule à une date fixée d'un commun accord entre la Direction des Achats et les titulaires, au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires à compter du jour de la notification de l'accord-cadre au titulaire.

Cette réunion se déroule dans les locaux du pouvoir adjudicateur (pour rappel, les déplacements sont inclus dans l'offre financière du titulaire et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire). L'interlocuteur privilégié désigné par le titulaire participe à cette réunion.

#### **▪ Réunion de bilan intermédiaire d'exécution**

En cas de difficultés d'exécution répétées et si les échanges écrits ou téléphoniques entre les parties n'ont pas suffi à résoudre lesdites difficultés, la Direction des Achats peut solliciter l'interlocuteur privilégié afin de prévoir une réunion de mise au point des modalités d'exécution des prestations.

La date est déterminée d'un commun accord entre les parties, au plus tard dans le mois (30 jours calendaires) suivant la date d'envoi de la demande de la Direction des Achats.

Cette réunion se déroule dans les locaux du pouvoir adjudicateur (pour rappel, les déplacements sont inclus dans l'offre financière du titulaire et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire).

L'interlocuteur privilégié désigné par le titulaire participe à cette réunion.

L'interlocuteur privilégié participe à cette réunion.

- **Réunion de retour d'expérience**

Le service Achats de l'UGA organisera annuellement une réunion obligatoire, en présence de l'interlocuteur privilégié du titulaire. La date est fixée par l'UGA en concertation avec le titulaire.

La réunion a lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur (pour rappel, les déplacements sont inclus dans l'offre financière du titulaire et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire).

Cette réunion de retour d'expérience vise à évoquer le bilan de l'année écoulée, le retour d'expérience des utilisateurs UGA ainsi que des titulaires y compris sur les éventuelles difficultés rencontrées.

## **9.6 - Suivi des salariés en insertion du lot 3 - Marché réservé SIAE et ESAT/EA**

**Pour le lot 3 uniquement**, si l'attributaire du marché est une structure d'insertion par l'activité économique, l'UGA considère comme acquis le respect du cahier des charges de l'Insertion par l'Activité Economique en Isère.

Cependant l'UGA souhaite que le titulaire s'appuie sur les activités de la prestation pour faire évoluer la situation des salariés en insertion.

Le titulaire doit notamment favoriser et évaluer l'évolution des situations et l'acquisition de compétences/capacités de chaque salarié positionné sur les activités de la prestation.

Le titulaire présente à la fin de chaque année civile un bilan prenant en compte la demande ci-dessus

Le bilan est transmis par email à la Direction Insertion et Emploi, au chargé de mission soutien à l'Insertion par l'Activité Economique - [helene.sanchez@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:helene.sanchez@grenoblealpesmetropole.fr).

Le partage de ce bilan peut être mis à l'ordre du jour d'une des rencontres entre l'UGA et le titulaire, en présence de la Direction Insertion et Emploi, le suivi de la démarche d'insertion du titulaire du présent marché étant assuré par Grenoble-Alpes Métropole.

Si le titulaire du lot 3 est un ESAT, une EA ou équivalent, sur demande de l'UGA, il devra fournir les données nécessaire à l'établissement du schéma directeur Handicap de l'établissement.

## **10 - Clauses environnementales**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable conformément aux dispositions du CCTP, notamment son article 3 et le descriptif des prestations par lot.

## **11 - Gestion des déchets**

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-FCS, la gestion des déchets générés par l'exécution des prestations est effectuée conformément aux dispositions du CCTP et aux engagements pris par le titulaire dans son offre.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir au pouvoir adjudicateur les éléments de traçabilité des déchets issus de l'exécution de l'accord-cadre.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

## 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

## 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En complément des précédentes dispositions et de l'article 27.1 du CCAG-FCS, une vérification a posteriori sera effectuée par l'UGA après analyse des documents remis par le titulaire pour les lots concernés, conformément à l'article 3.2.2 du CCTP.

Suite à cette analyse et/ou en cas de constat de manquements aux engagements pris par le titulaire au titre de son offre et de l'article 3.2.2 du CCTP, notamment en matière de responsabilité sociétale des entreprises, des mesures de conciliation et de sanction pourront être enclenchées à l'initiative du pouvoir adjudicateur et définies à l'article 13 du présent document.

# 13 - Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services, les pénalités applicables dans le cadre de cet accord-cadre sont les suivantes :

## 13.1 - Pénalités de retard de livraison ou d'installation

**Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 :** le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale à 5% du montant TTC de la commande par demi-heure de retard, appliquée sur la commande concernée par défaut, sur la prochaine commande le cas échéant. Les pénalités sont plafonnées à 25% du montant de la commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont appliquées quel qu'en soit le montant.

L'UGA se réserve la possibilité d'annuler la commande sans frais et d'en demander l'exécution par un tiers aux frais et risques de l'entreprise titulaire en cas de retard supérieur à 1h.

## 13.2 - Pénalités pour livraison ou installation anticipée

**Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 :** le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale à 20% du montant TTC de la commande, appliquée sur la commande concernée par défaut, sur la prochaine commande le cas échéant, si le prestataire livre (lot 3 et 4) ou livre et installe (lots 1, 2, 5 et 6) les prestations plus d'une heure avant l'heure prévue au bon de commande.

## 13.3 - En cas de mauvaise exécution ou d'exécution partielle des prestations, et en l'absence de cas de force majeure

En l'absence de cas de force majeure dûment constatée, le pouvoir adjudicateur pourra formuler des réclamations concernant notamment :

- des produits reçus en mauvais état (denrées abîmées, périmées, etc.), pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire ;
- des marchandises livrées froides alors qu'il était prévu qu'elles soient livrées chaudes, pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire ;
- des écarts en quantité par rapport au bon de commande, pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire ;
- des erreurs dans la livraison par rapport aux spécifications du bon de commande pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire ;

- la livraison à la mauvaise adresse pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire ;
- le retard ou absence de débarrassage des prestations ;
- le comportement et tenue vestimentaire du personnel du titulaire (cf. article 5.2 du CCTP) ;
- la baisse de la qualité des prestations ;
- l'insuffisance ou la baisse des quantités fournies.

Ces réclamations sont signalées au titulaire par courrier dans un délai de 15 jours au maximum à compter de la date de l'événement. Ce dernier peut exposer par écrit au pouvoir adjudicateur les raisons ayant conduit à ces difficultés.

Au-delà de 3 signalements, le titulaire se verra appliquer une pénalité égale à :

Lot concerné	Montant de la pénalité
Lot 1-[Petits déjeuners ≤ 9 convives] Lot 3-[Marché réservé]	100 €
Lot 2-[Petits déjeuners ≥ 10 convives] Lot 4-[Plateaux repas]	200 €
Lot 5 -[Buffets] Lot 6 -[Cocktails] Lot 7 -[Restauration assise]	500 €

Les 5 premiers cas listés ci-dessus pourront également donner lieu, si le pouvoir adjudicateur le décide, à une exécution au frais et risques du titulaire et sans préjudice de l'application de la clause de sanction décrite ci-dessus.

**En cas de manquement à l'obligation de communication des informations relatives aux allergènes :** le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 500 € par infraction constatée et sans mise en demeure préalable.

### 13.4 - Pénalités pour non-respect des engagements ou des obligations en matière de transformation écologique

À tout moment et sur décision de l'UGA, mise en place d'une réunion de bilan intermédiaire d'exécution (cf. article 9.5 du présent document)

- **Tous lots :** A la première infraction constatée, le titulaire est mis en demeure de mettre en place les mesures utiles pour empêcher la réitération des manquements constatés, avec indication du délai dont dispose celui-ci pour présenter lesdites mesures au pouvoir adjudicateur
- **Tous lots :** A la deuxième infraction constatée, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 €, puis 500 € pour les occurrences suivantes, appliquée sur la prochaine commande.
- A partir de la troisième infraction constatée, l'UGA se réserve la possibilité de :
  - Exclusion temporaire du classement pour 4 semaines (lots 2 et 4)
  - Exclusion temporaire des mises en concurrence pour 4 semaines (lots 5 et 6)

### 13.5 Non-respect des tarifs contractuels

Si le pouvoir adjudicateur constate que le titulaire ne respecte pas les prix plafonds et/ou les prix unitaires, après mise en demeure restée sans effet, celui-ci :

- Pour les lots 2, 4, 5 et 6 : Pourra être exclu temporairement dans les conditions définies à l'article 13.4 du présent document.
- Pour les lots 1, 3 et 7 : une pénalité d'un montant de 5% du montant de la commande pourra être appliquée.

### **13.6 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 3 fois au cours des 12 derniers mois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents**

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.4 du CCAP déroge à l'article 20.4 alinéa 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services